



Compte rendu CGT de la Formation Spécialisée du 18 juin 2026

La Formation Spécialisée du 18 juin 2026 a été précédée par une visite du site de Nevers où elle se tenait.

Le site est un site d'hébergement, et à ce titre est régi par des règles de sécurité draconiennes. Ainsi, plusieurs zones du bâtiment sont interdites de photographie et le compte rendu de visite ne pourra pas mentionner tout ce qui a été constaté.

Cette instance s'est tenue dans un contexte toujours marqué par les réorganisations de services, les déménagements, les difficultés de fonctionnement de plusieurs sites et la multiplication des situations nécessitant une vigilance accrue en matière de santé et de sécurité au travail.

Avis technique concernant la qualité de l'air intérieur au centre de qualité des données de Montbard

M Léglise, Inspecteur Santé et sécurité au Travail, a présenté le suivi du dossier de Montbard.

Malgré les actions déjà engagées, des pics de CO₂ continuent d'être constatés dans certaines salles, y compris avec un nombre d'occupants inférieur aux seuils théoriques d'utilisation.

Un nouveau rendez-vous est prévu le **4 septembre 2026 avec le bailleur** afin d'étudier les solutions possibles. La piste d'un mauvais réglage et un problème de filtre de la centrale de traitement d'air (CTA) reste envisagée.

La CGT restera particulièrement attentive à ce dossier qui dure et impacte la qualité de vie au travail des collègues concernés.

Suivi des actions et questions immobilières

De nombreux échanges ont porté sur les situations immobilières de plusieurs sites, notamment :

- Clermont-Ferrand : une réunion est programmée le 26 juin qui pourrait déterminer le site cible (Guichard ou Parlette), c'est du moins le souhait du directeur. Nous souhaitons pour notre part que ce soit Guichard.
- Grenoble : les problèmes de CTA ne sont toujours pas résolus, le nombre de ventilateurs est insuffisant et les températures peuvent devenir insupportables.
- Dijon : déménagement fin 2028. Il n'y aura pas de climatisation dans les bureaux. Il n'est pas sûr aujourd'hui qu'il y aura une salle climatisée de repli (salle de réunion par exemple).

Les sujets évoqués concernent notamment :

- les conditions d'installation des agents
- les conséquences des réorganisations de services
- les questions de bruit
- les aménagements de postes
- la qualité des espaces de travail.

Fiches de signalement

Le point consacré aux fiches de signalement n'a pas apporté d'éléments nouveaux.

Les représentants du personnel restent dans l'attente des conclusions de la médiation engagée sur certaines situations.

La CGT rappelle que la multiplication des tensions et conflits au travail doit conduire à des réponses rapides et concrètes de l'administration.

En dehors des personnes citées dans les fiches de signalement, nous insistons sur les effets que ces situations ont sur le collectif de travail, sur les autres collègues et également les personnes en charge de ces dossiers.

DUERP et PAPRiPACT

Le document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) et le programme annuel de prévention (PAPRiPACT) ont été examinés. La CGT a rappelé l'importance :

- d'identifier les risques réels
- de traduire les constats en actions concrètes
- d'assurer un suivi effectif des mesures annoncées.

Trois axes ont été présentés : les améliorations des ambiances physiques de travail, la diminution des risques spécifiques à l'ESI de Meyzieu et l'accompagnement des agents et des cadres pour la réduction des risques psycho-sociaux (RPS).

Pour le premier axe, on voit à travers les informations données sur les bâtiments de la DiSI que les problématiques ne sont pas près d'être résolues.

Le site industriel de Meyzieu traite au jour le jour ses questions de sécurité.

Quant aux RPS, les moyens mis en face sont toujours aussi insuffisants. Nous en voulons pour preuve une formation sur la prévention des conflits pour laquelle la DiSI a obtenu généreusement deux places.

Budget Prévisionnel FS

L'examen du budget a mis en évidence plusieurs sous-évaluations concernant certaines formations.

Après actualisation des chiffres :

- l'enveloppe mutualisée est quasiment entièrement consommée ;
- plusieurs formations coûteront davantage que prévu ;
- les crédits disponibles sont beaucoup plus faibles qu'annoncés précédemment.

Après ajustements, environ **8 000 € restaient mobilisables**.

La FS a retenu plusieurs dépenses prioritaires :

- poursuite des actions de prévention du risque routier
- rampe d'escalier supplémentaire à Montbard
- escabeau de sécurité pour le stockage à Grenoble.

La CGT constate une nouvelle fois que les besoins identifiés par les agents dépassent largement les moyens alloués. Concernant les panneaux acoustiques pour Lyon, le directeur mentionne une prise en charge sur la dotation globale de fonctionnement en fin d'année.

Formations

De nombreuses demandes concernent :

- la prévention des conflits ; l'assistant de prévention de la politique ministérielle (APMP) a demandé des formations supplémentaires
- la prévention du risque suicidaire
- la prévention des violences sexistes et sexuelles
- la prévention du burn-out
- les risques routiers
- l'habilitation électrique ; le directeur annonce que les personnes convoquées à l'habilitation et ne s'y rendant pas ne pourraient plus exercer leurs missions
- le handicap

La CGT note que derrière ces demandes se dessinent plusieurs problématiques récurrentes :

- difficultés relationnelles
- tensions au sein des équipes
- accompagnement des encadrants
- évolution des conditions de travail

Plan DGFîP 2025-2027 relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Le référent diversité a présenté le plan ministériel et sa déclinaison locale.

Plusieurs thèmes ont été abordés :

- la mixité professionnelle
- l'égalité salariale
- l'articulation vie professionnelle / vie personnelle
- la lutte contre les violences sexistes et sexuelles
- le soutien aux aidants
- la politique handicap
- la diversité

La CGT a rappelé que les nouveaux modes de recrutement vont générer des biais qui risquent fortement de produire des inégalités.

Même si la CGT salue la générosité des agents qui font don de jours congés, nous rappelons que c'est à l'administration d'aider les personnes en difficulté en leur octroyant des jours de congés supplémentaires.

Point sur les accidents du travail

Deux situations ont été présentées :

- un malaise le 1er juin
- un malaise le 12 juin

Dans les deux cas, l'intervention rapide des collègues et des secours a permis une prise en charge efficace.

La CGT salue les réflexes de solidarité des agents concernés.

Sur le point des accidents du travail, on a également évoqué les dossiers qui traînent par l'absence de réponse des médecins et la possibilité de les clôturer au bout d'un certain temps.

Questions diverses

- La FS a longuement évoqué la situation d'un stagiaire en situation de handicap. Nous constatons que l'inclusivité affichée de la DGFIP n'est qu'une façade quand on voit que cette personne n'a pas été correctement accompagnée, et qu'elle ne pourra pas valider son stage. Au final, la situation ne permettra pas sa titularisation, bien que le collègue ait réussi brillamment le concours de B PROG.

Au-delà de ce cas individuel, cette situation pose la question de l'accompagnement réel des agents en situation de handicap lorsque leur parcours ne correspond plus aux schémas administratifs classiques.

La CGT demande que l'humain reste au centre des décisions.

- Clermont-Ferrand : plusieurs difficultés signalées

La FS a été informée :

- de problèmes récurrents de ménage
- de difficultés avec le prestataire de nettoyage
- d'un déclenchement d'alarme incendie ayant perturbé l'activité pendant près de deux heures
- de divers dysfonctionnements liés à la maintenance du site

La CGT restera attentive à l'évolution de cette situation.

- Nevers : lors de la visite les agents du service OSIRIS ont fait part à nouveau de leur besoin d'enlever la cloison entre leurs deux bureaux. Cette demande se heurte à un NON catégorique de la direction locale. Le directeur a promis d'étudier la question.

- Cybersécurité : La CGT a interrogé l'administration sur la capacité de la DGFIP à faire face à la multiplication des cyberattaques.

L'administration a reconnu :

- une augmentation très importante du nombre d'attaques ;
- une dépendance croissante d'autres administrations aux systèmes DGFIP ;
- la nécessité de renforcer encore les dispositifs de protection.

Pour la CGT, la question de la résilience des systèmes d'information devient un enjeu majeur pour les années à venir.

Calendrier prévisionnel des visites de sites

Les prochaines visites devraient concerner :

- la CID71 à Mâcon
- la CID42 à Saint-Étienne

Une date autour du **7 octobre 2026** est envisagée afin de permettre la réalisation des deux visites dans la même journée.

Cette séance met en lumière plusieurs tendances lourdes :

- les conséquences des réorganisations immobilières continuent de se faire sentir
- les questions de management et de prévention des conflits demeurent centrales
- les besoins en matière de santé, sécurité et conditions de travail augmentent
- les moyens budgétaires restent insuffisants
- les situations individuelles complexes nécessitent un accompagnement plus humain et plus réactif.

La CGT continuera d'intervenir pour faire remonter les difficultés rencontrées par les agents et exiger des réponses concrètes de l'administration.

La santé, la sécurité et les conditions de travail ne sont pas des variables d'ajustement budgétaire.

Vos représentants à cette FS : Sylvie Marcel, Assma Boukhris, Olivier Deleamar et Jean-Eudes Bour ainsi que les experts Michel Celso et Laurent Guiboud-Ribaud-Blondin